



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.345/2
du 18 novembre 2013

advies 54.345/2
van 18 november 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
la date de l'entrée en vigueur et
portant exécution de la loi du
11 décembre 2006 relative au
statut des employés des
conservateurs des
hypothèques'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
datum van het in werking
treden en tot uitvoering van de
wet van 11 december 2006
betreffende het statuut van de
bedienden der
hypotheekbewaarders'

Le 22 octobre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant la date de l'entrée en vigueur et portant exécution de la loi du 11 décembre 2006 relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 novembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 novembre 2013.

*

Op 22 oktober 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de datum van het in werking treden en tot uitvoering van de wet van 11 december 2006 betreffende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 november 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 november 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Le dossier comporte un rapport au Roi, qui se présente toutefois de manière fort succincte.

Vu la complexité du projet d'arrêté royal à l'examen, sa technicité et les questions qu'il soulève et compte tenu également du fait qu'il s'insère dans une opération comportant des phases successives non encore achevées, semble-t-il, ce rapport au Roi devrait être substantiellement étoffé pour, après avoir situé le projet au sein de cette opération complexe, mieux en exposer la portée générale et en commenter de manière particulière chacune de ses dispositions.

1.2. Le rapport au Roi devrait aussi mieux faire apparaître les trois étapes qui régissent la réforme du statut des employés des conservateurs des hypothèques.

a) Dans un premier temps, afin de mettre fin au statut hybride mi-contractuel et mi-statutaire de certains employés des conservateurs des hypothèques — qui, selon le rapport au Roi « conduit de plus en plus [à] des problèmes juridiques et pratiques, comme par exemple la gestion des salaires » —, ces employés deviendront des agents de l'État, conformément à la loi du 11 décembre 2006 'relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques', que le projet fait entrer en vigueur et dont il assure l'exécution. Il s'agit d'une opération unique applicable à des employés actuellement en fonction et remplissant les conditions fixées à l'article 2 du projet.

b) Pour le surplus, les employés recrutés à l'avenir seront des contractuels, conformément au chapitre 2 en projet de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949 (ci-après dénommé arrêté du Régent), intitulé « Recrutement par contrat de travail », les dispositions ayant créé le statut hybride précité étant abrogées ¹.

c) Dans un troisième temps, comme il résulte des explications du fonctionnaire délégué, lorsque la réforme du statut du conservateur des hypothèques aura supprimé sa responsabilité personnelle, ce dernier, ainsi que les membres du personnel de la conservation des hypothèques, seront des agents de l'État régis par le droit commun de la fonction publique.

¹ Voir cependant l'observation générale 2 ci-dessous.

2. Comme mentionné ci-dessus, le projet organise la « fonctionnarisation » de certains employés des conservateurs des hypothèques afin de mettre fin au statut hybride, mi-contractuel et mi-statutaire, de ces employés.

Pour l'avenir, il abroge plusieurs dispositions de l'arrêté du Régent qui rapprochaient le statut des employés des conservateurs des hypothèques de celui des agents de l'État, notamment :

1° les dispositions relatives aux sélections comparatives et autres épreuves organisées « en concertation avec et sous contrôle de l'administrateur délégué du SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale » (articles 10*bis* et 10*ter*, abrogés par le projet examiné) ;

2° les dispositions relatives au stage (article 11, abrogé par le projet examiné) ;

3° les dispositions relatives à la nomination définitive après le stage et à la stabilité de l'emploi (article 12, abrogé par le projet examiné) ;

4° la disposition relative à l'âge de la retraite, identique à celle des agents de l'État (article 15, abrogé par le projet examiné) ;

5° les dispositions rendant applicables les dispositions générales en matière de formations certifiées et de primes de développement des compétences (article 18, §§ 2 et 3, abrogé par le projet examiné) ;

6° les dispositions relatives aux promotions et changements de grade.

Nonobstant ces abrogations, le régime des employés recrutés par contrat demeure toujours hybride. En effet, comme mentionné à l'article 2, alinéa 3, en projet de l'arrêté du Régent, les relations entre le conservateur et ses employés contractuels sont régies non seulement par la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail' mais également par les dispositions, de nature statutaire, dudit arrêté. Ces dispositions s'inspirent de celles existant dans la fonction publique fédérale, voire rendent celle-ci applicables. Il y a notamment lieu de relever que :

1° le cadre du personnel est fixé par l'Administrateur général de la Documentation patrimoniale et rempli selon un ordre de priorité fixé par le projet (article 3*bis* en projet) ;

2° les grades sont fixés par l'article 4 de l'arrêté du Régent, que le projet ne modifie pas fondamentalement ;

3° le projet fixe lui-même des conditions d'engagement, qui, en outre, sont reprises du statut des agents de l'État (article 7 en projet) ;

4° le projet maintient l'assimilation des employés contractuels des conservateurs des hypothèques aux membres de la fonction publique fédérale pour la fixation de leur traitement, allocations et indemnités (article 18, § 1^{er}, en projet) et pour les allocations, indemnités, primes, pensions et autres avantages quelconques auxquels eux-mêmes ou leurs ayants droit peuvent prétendre (article 19 en projet) ;

5° la durée des prestations journalières est la même que celle qui est fixée pour le personnel de l'État en fonction dans les bureaux de recettes de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale (article 26 en projet) ;

6° le chapitre VI en projet organise un cycle d'évaluation remplaçant les dispositions actuelles relatives au signalement ;

7° les articles 64 et suivants en projet maintiennent la chambre de recours ;

8° l'article 75 en projet dispose que le conservateur des hypothèques accorde les dispenses de service, les congés et les absences aux employés contractuels selon les modalités prévues pour les agents de l'État ; il assimile les employés stagiaires et les employés admis à titre définitif aux agents de l'État ;

9° l'article 77, tel que modifié par le projet, dispose que les employés contractuels que la maladie ou l'infirmité empêche d'exercer normalement leurs fonctions sont mis en congé par le conservateur aux conditions et suivant les modalités prévues pour les agents de l'État ;

10° l'article 78 en projet dispose que le conservateur des hypothèques met fin aux fonctions de l'employé admis à titre définitif ou de l'employé stagiaire qui, suivant la procédure applicable aux agents de l'État, est reconnu inapte à exercer ses fonctions ou à les reprendre à l'avenir ;

11° le projet maintient le statut syndical de droit public pour les employés contractuels.

12° le chapitre X en projet règle les devoirs des employés contractuels.

Le Conseil d'État s'interroge sur la cohérence du système ainsi mis en place. Le nouveau statut hybride ne va-t-il pas provoquer les mêmes difficultés que celles invoquées pour fonctionnariser certains employés des conservateurs des hypothèques ?

Dans son avis 42.842/2 donné le 7 mai 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 juin 2007 'portant réforme de la carrière des employés des conservateurs des hypothèques', le Conseil d'État a fait observer ce qui suit :

« 2.1. Quant à la compatibilité des dispositions en projet avec le droit commun des contrats d'emploi auquel les employés des conservateurs des hypothèques continuent à être soumis en vertu de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, le délégué du ministre a fait valoir ce qui suit :

'La volonté du pouvoir exécutif, à travers l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, a toujours été de doter les employés des conservateurs des hypothèques d'un statut fort proche de celui des agents de l'État même si, comme le précise l'article 3, 'les relations entre le conservateur et ses employés sont régies par le droit commun du contrat d'emploi...'.

Les avantages octroyés par l'arrêté du Régent sont généralement supérieurs aux conditions prévues par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (exemple : absence pour cause de maladie), ce que ne semble pas interdire cette dernière.

[...]

Dernier élément dont il faut tenir compte : la loi du 11 décembre 2006² relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques permet au Roi de 'fonctionnariser' ces employés. À la veille d'une réforme aussi importante, il paraît inopportun de modifier une terminologie acceptée par le passé et comprise de tous'.

Dès lors que, comme le relève le délégué du ministre, s'affirme de plus en plus la volonté de transiter d'un système de relations de travail fondé sur la volonté des parties à cette relation vers un régime de fixation unilatérale des conditions de travail notamment par rapport à la détermination des carrières et des salaires correspondants des employés des conservateurs des hypothèques, la question se pose de savoir si le dispositif qu'intègre l'arrêté en projet dans l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, ne nécessiterait pas une adaptation plus fondamentale de cet arrêté que ne le fait le texte examiné. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité compte tenu de l'adoption par le Parlement de la loi du 11 décembre 2006, précitée, que cite le délégué du ministre.

En effet, il apparaît de plus en plus difficile et même, dans l'avenir, impossible compte tenu de la loi du 11 décembre 2006, précitée, que le Roi est tenu de mettre en vigueur³ et d'exécuter, d'encore pouvoir inscrire, en ce qui concerne ses fondements mêmes, la conception de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, dans une perspective de relations de travail telles que régies par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La problématique soulevée ne l'est pas par rapport au caractère éventuellement plus avantageux, comme ici prévu, de certains aspects de la relation de travail eu égard à ce qu'organise la loi du 3 juillet 1978, précitée; elle se pose bien plus en termes d'éléments qui sont la caractéristique propre d'un système de relations de travail plutôt que d'un autre.

Ainsi, il n'est pas de la logique de la loi du 3 juillet 1978, précitée, de régler, en dehors de toute intervention de la liberté conventionnelle des parties à la relation de travail, des questions aussi essentielles que celles de la catégorie d'emploi dont relève le travailleur (dénomination des grades), la détermination de sa carrière et la fixation de sa rémunération⁴.

2.2. Or, c'est précisément ce que fait l'arrêté en projet qui renforce encore le glissement qui s'est opéré au cours du temps d'un régime à la base de nature hybride vers un régime à connotation presque exclusivement statutaire⁵.

² Note de bas de page 6 de l'avis cité : Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge. Elle résulte d'un projet de loi adopté le 9 novembre 2006 par la Chambre (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2616/3), qui n'a pas été évoqué par le Sénat. L'article 2, alinéa 1^{er}, de cette loi est libellé comme suit :

« Les employés des conservateurs des hypothèques qui remplissent les conditions déterminées par arrêté royal et qui ont réussi une épreuve de sélection reconnue par SELOR équivalente aux épreuves de sélection du même niveau, sont intégrés au sein du Service public fédéral Finances comme agent de l'État ».

³ Note de bas de page 7 de l'avis cité : Article 2, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 2006, précitée.

⁴ Note de bas de page 8 de l'avis cité : À ce propos d'ailleurs, le délégué du ministre a indiqué que des avenants aux contrats de travail individuels seraient signés pour ce qui concerne la modification de la dénomination des grades. Conformément à l'article 3 de la loi du 3 juillet 1978, précitée, la rémunération de l'employé constituant un élément essentiel de la relation de travail contractuelle, elle devra également faire l'objet d'une convention entre les parties éventuellement sous la forme d'un écrit si le travail accompli l'est par exemple à temps partiel (article 11bis de la loi du 3 juillet 1978, précitée).

⁵ Note de bas de page 9 de l'avis cité : Si l'on excepte le fait de la qualification - formelle - de contrat de travail qui reste donnée à la construction juridique liant l'employé au conservateur des hypothèques et l'application des règles de la loi du 3 juillet 1978, précitée, en matière de licenciement.

L'auteur du projet est donc invité à examiner s'il ne s'impose pas de procéder à une révision plus en profondeur de la réglementation applicable aux employés des conservateurs des hypothèques; une telle option serait certainement créatrice de sécurité juridique puisqu'elle permettrait d'éviter aux parties à la relation de travail de devoir combiner des législations et réglementations par nature distinctes et même souvent, sur des points fondamentaux, incompatibles.

3. Tel qu'il est aujourd'hui conçu, l'arrêté en projet ne peut donc se comprendre que comme une mesure de type essentiellement transitoire⁶ c'est-à-dire prise en vue de permettre l'intégration des employés des conservateurs des hypothèques au sein du S.P.F. Finances, comme le prévoit la loi du 11 décembre 2006, précitée, ce qui exigera ensuite une refonte de l'ensemble de la réglementation dans le sens de l'application d'un régime exclusivement de nature statutaire ».

Le projet à l'examen appelle *mutatis mutandis* la même observation.

3. Cette observation mérite d'autant plus d'être réitérée que le système mis en place par le projet examiné aboutit à une multiplication des statuts des employés des conservateurs des hypothèques. Le Conseil d'État constate, en effet, qu'il y aura dorénavant :

a) des employés intégrés comme agents de l'état (« fonctionnarisés ») ;

b) des stagiaires visés à l'article 11 de l'arrêté du Régent qui, à la fin de leur stage, seront intégrés comme agents de l'État (fonctionnarisés) ;

c) des employés temporaires admis au stage en vertu de l'article 5, § 3, du projet qui, à la fin de leur stage, seront intégrés comme agents de l'État (fonctionnarisés) ;

d) des employés temporaires ;

e) des employés admis à titre définitif ne pouvant être régularisés à défaut d'avoir réussi une sélection B ou ne souhaitant pas être régularisés ;

f) des stagiaires qui, à la fin de leur stage, ne souhaitent pas être fonctionnarisés et sont nommés comme employés admis à titre définitif ;

g) d'autres employés contractuels, notamment ceux qui seront engagés à l'avenir.

4. C'est sous la réserve de ces observations générales que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

De l'accord du fonctionnaire délégué, le septième visa, relatif à la décision du SELOR du 17 octobre 2012, doit figurer sous la forme d'un considérant.

⁶ Note de bas de page 10 de l'avis cité : Voir à ce sujet l'article 93 du projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} définit neuf termes « pour l'application du présent arrêté ».

Or, les termes « employés admis à titre définitif » et « employés stagiaires » sont également définis, de manière différente, à l'article 7 du projet, qui remplace l'article 1^{er} de l'arrêté du Régent.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'adopter une liste de définitions pour les dispositions autonomes du projet, à savoir les chapitres I^{er} à III et VII, et une autre liste pour l'arrêté du Régent, à savoir celles figurant au chapitre IV.

Si un terme est repris dans les deux listes, il doit y recevoir une même définition, sauf s'il existe des raisons précises pour qu'il en soit autrement.

2. Au 1^o, l'intitulé en français de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est « arrêté royal portant le statut des agents de l'État ».

Par ailleurs, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les mots « et ses modifications » sont inutiles et doivent être omis. En effet, lorsqu'il est fait référence à un acte sans autre précision, cela inclut les modifications actuelles et futures subies par cet acte. La même observation vaut pour la définition de l'arrêté du Régent au 4^o.

3. Les 6^o, 7^o, 8^o et 9^o mentionnent respectivement les articles 12, 11, 5 et 10^{ter} de l'arrêté du Régent tels qu'ils ont été modifiés « en dernier lieu » par l'arrêté royal du 19 juin 2007. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les mots « en dernier lieu » sont inutiles et doivent être omis. En effet, l'intention de l'auteur du projet est de se référer à la version des articles 5, 10^{ter}, 11 et 12 résultant de l'arrêté royal du 19 juin 2007, sans égard au fait que cette version soit ou non la dernière ⁷.

La même observation vaut pour l'article 7 (article 1^{er}, 5^o, en projet de l'arrêté du Régent).

Chapitre II

De l'accord du fonctionnaire délégué, pour plus de clarté, il y a lieu d'intituler le chapitre II :

« Intégration comme agent de l'État de certains employés des conservateurs des hypothèques admis à titre définitif ou admis au stage ».

⁷ Les articles 10^{ter}, 11 et 12 sont abrogés et l'article 5 est modifié par le projet examiné.

Article 2

1. Au paragraphe 1^{er}, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire « Par dérogation au statut, les employés admis à titre définitif sont intégrés... » et de supprimer le 1^o.

2. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il est inutile de préciser que l'intégration se fait « au sein du Secteur Hypothèques de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances » puisque le paragraphe 3 précise que « Les employés visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont nommés en qualité d'agents de l'Etat dans le secteur hypothèques relevant de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances ».

3. Le paragraphe 1^{er}, 2^o, dispose que, pour être intégrés comme agents de l'État, les employés admis à titre définitif doivent, s'ils sont titulaires du grade de collaborateur administratif, avoir réussi une sélection-B.

Il résulte cependant de la combinaison des articles 11, § 1^{er}, et 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Régent que, pour être admis (ou nommé) à titre définitif, il faut avoir accompli le stage et que, pour être admis au stage comme collaborateur administratif stagiaire, il faut avoir été lauréat de la sélection-B.

La question se pose, dès lors, de savoir si la condition fixée par le paragraphe 1^{er}, 2^o, est utile, tout employé admis à titre définitif dans le grade de collaborateur administratif étant nécessairement lauréat de la sélection-B.

Une réponse positive semble devoir être donnée. En effet, l'exigence relative à la réussite d'un examen (ensuite appelé « sélection ») trouve son origine dans l'arrêté royal du 9 octobre 2001⁸. Auparavant, les employés étaient engagés pour une période d'essai de trois mois, suivie d'un stage de deux ans, à l'issue duquel ils étaient admis à titre définitif. Il se peut donc qu'existent encore des employés ayant été nommés à titre définitif dans le grade de collaborateur administratif (à l'époque appelé « commis »), sans avoir réussi d'examen ou de sélection-B.

4. Il y a lieu de préciser pour quelle raison les employés titulaires du grade d'assistant administratif ne doivent pas avoir réussi une sélection-A, comme c'est le cas pour les employés temporaires mentionnés à l'article 4 du projet.

5. Le paragraphe 2, alinéa 2, première phrase, mentionne que la durée du stage est de trois mois maximum dans le grade de collaborateur administratif et de douze mois maximum dans le grade d'assistant administratif.

Le mot « maximum » doit être omis, dès lors que le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison et en fonction de quels critères le stage pourrait être d'une durée inférieure, laquelle n'est par ailleurs pas notamment précisée.

⁸ Voir la définition des sélections-A et des sélections-B à l'article 1^{er}, 9^o, du projet.

6. Le paragraphe 2, alinéa 3, dispose qu'au cours de leur stage, les employés stagiaires restent soumis à l'arrêté du Régent comme employés contractuels.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier la différence de traitement qui en résulte avec les stagiaires mentionnés à l'article 5, § 3, du projet, qui, semble-t-il, sont soumis au droit de la fonction publique.

Chapitre III

Le chapitre III est intitulé « Intégration comme agent[s] de l'État de certains employés temporaires des conservateurs des hypothèques ».

Il résulte cependant de l'article 5, § 3 du projet que ces employés temporaires ne seront pas intégrés directement comme agents de l'État mais comme stagiaires. Il semble qu'il s'agit de la même catégorie de personnes que celle que l'article 1^{er}, 3^o, en projet de l'arrêté du Régent nomme « stagiaires » et définit comme « les employés temporaires qui ont été admis au stage en exécution de la loi du 11 décembre 2006 ».

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'intitulé du chapitre III sera adapté en conséquence.

Article 4

L'alinéa 1^{er} dispose que les emplois vacants du cadre visé à l'article 3*bis* en projet de l'arrêté du Régent « sont attribués aux employés temporaires qui sont lauréats d'une sélection-A ou d'une sélection-B [...] ». Il s'agit, semble-t-il, des employés temporaires admis au stage en exécution de la loi du 11 décembre 2006, que l'article 1^{er}, 3^o, en projet de l'arrêté du Régent désigne par le terme de « stagiaires », qui ne se confondent cependant pas avec les « employés stagiaires ».

Toutefois, l'article 3*bis* en projet de l'arrêté du Régent établit un ordre de priorité pour remplir les emplois du cadre, dans lequel les « stagiaires » passent après les « agents de l'État », les « employés admis à titre définitif » et les « employés stagiaires ».

Si, comme pourrait le laisser penser la rédaction de l'article 4, alinéa 1^{er}, les emplois vacants du cadre sont attribués exclusivement ou par priorité aux employés temporaires (les « stagiaires »), il y a contradiction avec l'article 3*bis* en projet de l'arrêté du Régent. En effet, un employé temporaire (un « stagiaire ») ne peut à la fois être prioritaire comme prévu à l'article 4 du projet et n'entrer en ligne de compte qu'après les « agents de l'État », les « employés admis à titre définitif » et les « employés stagiaires », comme prévu à l'article 3*bis* en projet.

Cette contradiction ne peut être résolue que de deux manières.

Soit la priorité de l'article 4 n'est qu'une priorité par rapport aux employés contractuels ayant un contrat de travail à durée indéterminée. Dans ce cas, le Conseil d'État

n'aperçoit pas l'utilité de l'article 4 du projet puisque la règle est déjà contenue dans l'article 3bis en projet de l'arrêté du Régent. Subsidiairement, l'article 4 devrait être modifié pour faire apparaître plus clairement l'intention de l'auteur du projet.

Soit les deux dispositions ont un champ d'application *ratione temporis* différent, ce qui devrait alors être mentionné clairement et précisément dans le projet.

En conclusion, il appartient à l'auteur du projet de résoudre cette contradiction, à tout le moins apparente, et de faire ressortir clairement l'articulation entre l'article 4 du projet et l'article 3bis en projet de l'arrêté du Régent.

Article 5

1. Il résulte du paragraphe 2 que les emplois vacants, c'est-à-dire les emplois de niveau C et de niveau D, peuvent être attribués tant aux candidats lauréats d'une sélection-A qu'aux candidats lauréats d'une sélection-B, la priorité étant donnée aux premiers.

Or, l'article 4, alinéa 2, du projet dispose, de manière plus conforme, que les lauréats d'une sélection-A ou d'une sélection-B peuvent poser respectivement leur candidature à un emploi de niveau C ou de niveau D. De même, l'article 5, § 3, dispose que les employés temporaires lauréats d'une sélection-A ou d'une sélection-B sont admis au stage respectivement dans le grade d'assistant administratif et de collaborateur administratif.

Le paragraphe 2 sera adapté en conséquence.

2. Le paragraphe 3 mentionne « Les employés temporaires classés en ordre utile ». Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, il s'agit de l'ordre résultant des priorités mentionnées au paragraphe 2.

Il y a lieu de rédiger le texte en ce sens.

3. Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de mentionner la date de l'arrêté royal 'fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances ainsi que les dispositions particulières applicables aux agents statutaires', à savoir le 19 juillet 2013, et d'indiquer l'intitulé exact de cet arrêté royal, la version française étant erronée sur ce point.

Article 7 (article 1^{er} en projet de l'arrêté du Régent)

1. Le 2^o définit les termes « agents de l'État » comme « les employés des conservateurs des hypothèques qui ont été fonctionnarisés en exécution de la loi du 11 décembre 2006 ».

Cependant, dans la version française, de nombreuses dispositions en projet utilisent les termes « agents de l'État » dans leur sens courant et non dans le sens particulier du 2^o

précité. Tel est le cas des dispositions qui rendent applicables aux employés contractuels les dispositions applicables aux « agents de l'État ». Il est également renvoyé sur ce point à la version néerlandaise du présent avis.

En outre, l'expression « agent de l'État » ne rend pas bien compte de ce qu'il s'agit d'une catégorie de personnes résultant d'une opération d'intégration unique et, partant, dont les effets sont appelés à s'éteindre.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a donc lieu de désigner les employés des conservateurs des hypothèques qui ont été fonctionnarisés en exécution de la loi du 11 décembre 2006, par une autre expression que celle d'« agents de l'État ».

2. Le 3° définit le terme « stagiaires » comme « les employés temporaires qui ont été admis au stage en exécution de la loi du 11 décembre 2006 ».

Il est suggéré soit de définir la notion d'« employé temporaire » (comme le fait l'article 1^{er}, 8°, du projet), soit de définir les stagiaires comme les « employés temporaires recrutés en vertu de l'article 5 tel que modifié par l'arrêté royal du 19 juin 2007, qui ont été... ».

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, au 5°, b), *in fine*, les mots « en exécution de la loi du 11 décembre 2006 » doivent être remplacés par les mots « en exécution de l'article 2, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du... fixant la date de l'entrée en vigueur et portant exécution de la loi du 11 décembre 2006 relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques ».

Article 10 (article 3bis en projet de l'arrêté du Régent)

Le pouvoir de fixer le cadre du personnel attaché à chaque conservation des hypothèques doit être attribué au ministre et non à l'administration.

L'exercice de ce pouvoir ne peut être subordonné à un accord de l'Inspecteur des Finances.

Les deux phrases de l'article 3bis, alinéa 1^{er}, en projet seront adaptées en conséquence.

Article 13 (intitulé du chapitre II en projet de l'arrêté du Régent)

L'intitulé du chapitre « Recrutement par contrat de travail » pourrait laisser penser qu'il y aurait d'autres modes de recrutement possibles, ce qui n'est pas le cas.

Pour plus de clarté, de l'accord du fonctionnaire délégué, il est suggéré de maintenir l'intitulé figurant dans le texte actuel (« Conditions de recrutement ») et de remplacer l'article 6 de l'arrêté du Régent par une disposition précisant que les employés du conservateur des hypothèques sont engagés par contrat de travail.

Article 15 (article 7 en projet de l'arrêté du Régent)

1. Dans la version française, de l'accord du fonctionnaire délégué, l'on écrira : « Pour pouvoir être engagées par contrat de travail, les personnes doivent... ».

2. Au 1^{er}, en projet, il y a lieu d'examiner s'il ne convient pas de mentionner également l'article 16, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'fixant le statut des agents de l'État' qui dispose que, pour être nommé agent de l'État, il faut :

« être Belge lorsque les fonctions à exercer sont liées à l'exercice de la puissance publique et destinées à sauvegarder les intérêts généraux de l'État ou, dans les autres cas, être Belge ou citoyen d'un autre État faisant partie de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ».

La section de législation du Conseil d'État a souvent rappelé qu'admettre l'accès à la fonction publique à des étrangers — que ce soit en tant que statutaires ou en tant que contractuels⁹ — au-delà de ce qu'exige le droit européen ne peut se faire, conformément à l'article 10, alinéa 2, de la Constitution, que par une loi et « pour des cas particuliers ».

À l'instar de ce que prévoit l'article 7 actuel de l'arrêté du Régent, il y a lieu de compléter l'article 7, 1^o, en projet par une référence à l'article 16, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, particulièrement dans la perspective de la troisième phase de la réforme annoncée par le fonctionnaire délégué.

Article 28 (article 18 en projet de l'arrêté du Régent)

De l'accord du fonctionnaire délégué, dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 12 septembre 2013.

La même observation vaut pour l'article 30.

Article 47 (article 52 en projet de l'arrêté du Régent)

De l'accord du fonctionnaire délégué, dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 19 juin 2007.

Article 52 (article 55 en projet de l'arrêté du Régent)

1. L'alinéa 1^{er}, en projet dispose que l'évaluateur détermine, au moment de l'entretien de planning, sur la base du contenu de la fonction de l'évalué, s'il est opportun de formuler des objectifs de prestation.

Cependant, le projet ne prévoit ni ne définit l'« entretien de planning ».

⁹ Voir l'avis 38.002/1 donné le 10 février 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 avril 2005 'fixant les conditions d'engagement par contrat de travail dans certains services publics'.

2. À l'alinéa 1^{er}, en projet, *in fine*, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire : « ... s'il est opportun de formuler des objectifs de prestation et des objectifs de développement personnel ».

Articles 66 et 67 (article 56 *nonies* en projet de l'arrêté du Régent)

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'écrire « *novies* » et non « *nonies* ».

Article 70 (article 56 *undecies* en projet de l'arrêté du Régent)

Cet article prévoit qu'en cas de seconde mention « insuffisant » dans les trois années qui suivent l'attribution de la première mention « insuffisant », l'administrateur général de la Documentation patrimoniale licencie l'employé admis à titre définitif.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, le contrat de travail ayant été conclu avec le conservateur des hypothèques, c'est à lui et non à l'administrateur général de la Documentation patrimoniale qu'il appartient de mettre fin, moyennant préavis, au contrat de travail de l'employé admis à titre définitif.

Article 74 (article 57 en projet de l'arrêté du Régent)

1. L'alinéa 1^{er} semble impliquer que l'administrateur général de la Documentation patrimoniale pourrait mettre fin au contrat de travail de l'employé admis à titre définitif.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, dès lors que le contrat de travail a été conclu entre le conservateur des hypothèques et l'employé, il n'appartient pas à l'administrateur général de la documentation patrimoniale d'y mettre fin.

2. De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de prévoir l'accord de l'administrateur général de la Documentation patrimoniale également dans l'hypothèse visée au 4°, à savoir la violation de l'article 84 en projet.

Article 87 (article 69 en projet de l'arrêté du Régent)

Au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de mentionner que la décision est communiquée à l'employé stagiaire et non au membre du personnel.

Articles 100 à 104 (modifications de l'arrêté royal du 3 mars 2005)

Selon le fonctionnaire délégué, l'article 100 a pour portée de limiter les modifications apportées à l'arrêté royal du 3 mars 2005 'fixant les dispositions particulières

concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Service des Pensions du secteur public' aux membres du personnel concernés par ce texte, autres que ceux relevant du Service des Pensions du secteur public.

Il ne convient donc pas de modifier en la forme des dispositions de cet arrêté royal, comme le font les articles 101 à 104, pareille technique, nonobstant l'article 100, pouvant avoir pour effet de laisser à penser que les dispositions modifiées par ces articles 101 à 104 ont une application générale et non pas limitée comme le souhaite l'auteur du projet.

Il convient en conséquence d'omettre l'article 100 et :

- soit d'omettre également l'article 101 et de rédiger les articles 102 à 104 en indiquant que les dispositions concernées, sans être modifiées, doivent se lire comme il est proposé en ce qui concerne le personnel du Service public fédéral Finances ;

- soit de compléter l'arrêté royal modifié par des dispositions particulières ayant l'objet déterminé comme au projet mais dont le champ d'application serait expressément limité à cette catégorie du personnel.

Cette deuxième technique est préférable car davantage apte à servir la sécurité juridique.

Article 103 (article 4 en projet de l'arrêté royal du 3 mars 2005)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner que l'article 4 a été remplacé par l'arrêté royal du 7 octobre 2013.

Article 104 (article 26 en projet de l'arrêté royal du 3 mars 2005)

1. L'article 26 a également été modifié par l'arrêté royal du 19 juillet 2013.
2. De l'accord du fonctionnaire délégué, dans la version française de la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner les colonnes 1 et 2 et non les colonnes 1 et 3.

Articles 105 et 106 (articles 78, alinéa 2, et 79, dernier alinéa en projet, de l'arrêté royal du 19 juin 2007)

Les modifications proposées n'ont de sens que si les articles modifiés doivent se comprendre en ce sens que, pour bénéficier des rémunérations et compléments de traitements qui y sont mentionnés, l'employé doit non seulement avoir eu une évaluation favorable au moment de l'entrée en vigueur de ces articles mais également avoir maintenu par la suite une telle évaluation.

En effet, si les articles modifiés, qui sont des dispositions transitoires, doivent se comprendre en ce sens que, pour bénéficier des rémunérations et compléments de traitement qui

y sont mentionnés, il suffit que l'employé ait eu, au moment de l'entrée en vigueur de ces articles, la mention « bon » à son signalement, la modification de ces articles n'aura aucun effet.

OBSERVATION FINALE

Plusieurs dispositions prévoient leur prise d'effet le « premier jour du troisième mois qui suit la date de publication » de l'arrêté en projet au *Moniteur belge*. Tel est le cas par exemple à l'article 2, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2, alinéa 2.

Comme l'article 116, 2^o, prévoit que le projet entre en vigueur au même moment, sauf en ce qui concerne deux dispositions, cette mention particulière dans le corps du projet n'est pas nécessaire. Si, dans un souci de clarté des dispositions concernées, son auteur souhaite apporter cette précision, il doit se référer à « la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Het dossier bevat een verslag aan de Koning, maar dat is erg beknopt.

Aangezien het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit erg complex en zeer technisch is en heel wat vragen opwerpt, en aangezien het deel uitmaakt van een project bestaande uit opeenvolgende fasen die, naar het zich laat aanzien, nog niet zijn voltooid, zou dat verslag aan de Koning voldoende uitgewerkt moeten worden, waarbij het ontwerp eerst gesitueerd wordt binnen het geheel van dat complexe project, en voorts de algemene strekking ervan beter wordt uiteengezet en een specifieke toelichting wordt geven bij elk van de bepalingen ervan.

1.2. In het verslag aan de Koning zouden ook de drie stadia van de hervorming van het statuut van de bedienden van de hypotheekbewaarders duidelijker moeten worden aangegeven.

a) Om een einde te maken aan de hybride, half contractuele en half statutaire rechtspositie van bepaalde bedienden van de hypotheekbewaarders – die, volgens het verslag aan de Koning “steeds meer tot juridische en praktische problemen leidt, zoals bijvoorbeeld het loonbeheer” – worden die bedienden in een eerste stadium rijksambtenaar overeenkomstig de wet van 11 december 2006 ‘betreffende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders’ welke wet bij het ontwerp in werking wordt gesteld en ten uitvoer wordt gelegd. Het gaat om een eenmalige maatregel die van toepassing is op alle bedienden die thans in dienst zijn en die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 2 van het ontwerp.

b) Voor het overige zullen de bedienden die in de toekomst worden aangeworven, contractuelen zijn, overeenkomstig het ontworpen hoofdstuk 2 van het besluit van de Regent van 1 juli 1949 (hierna besluit van de Regent genoemd), met als opschrift “Indienstneming bij arbeidsovereenkomst”, waarbij de bepalingen die de voornoemde hybride rechtspositie in het leven hebben geroepen, opgeheven worden.¹

c) Zoals blijkt uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, zullen in een derde stadium wanneer de persoonlijke aansprakelijkheid van de hypotheekbewaarder opgeheven zal zijn ingevolge de hervorming van zijn statuut, de hypotheekbewaarder en de personeelsleden van de hypotheekkantoren, rijksambtenaren zijn die onder het gemene ambtenarenrecht vallen.

¹ Zie evenwel hierna, algemene opmerking 2.

2. Zoals hierboven vermeld, zorgt het ontwerp voor een “ambtenarisering” van bepaalde bedienden van de hypotheekbewaarders om een einde te maken aan de hybride, half contractuele, half statutaire rechtspositie, van die bedienden.

Met betrekking tot de toekomst heft het verscheidene bepalingen van het besluit van de Regent op die het statuut van de bedienden van de hypotheekbewaarders deden aansluiten bij dat van het rijkspersoneel, meer bepaald:

1° de bepalingen betreffende de vergelijkende selecties en de andere tests die georganiseerd worden “in overleg met en onder toezicht van de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid” (artikelen 10*bis* en 10*ter*, die opgeheven worden bij het voorliggende ontwerp);

2° de bepalingen betreffende de stage (artikel 11, dat opgeheven wordt bij het voorliggende ontwerp);

3° de bepalingen betreffende de definitieve benoeming na de stage en de vastheid van betrekking (artikel 12, dat opgeheven wordt bij het voorliggende ontwerp);

4° de bepaling betreffende de pensioenleeftijd, die dezelfde is als die van het rijkspersoneel (artikel 15, dat opgeheven wordt bij het voorliggende ontwerp);

5° de bepalingen die de algemene bepalingen inzake gecertificeerde opleidingen en premies voor competentieontwikkeling van toepassing maken (artikel 18, §§ 2 en 3, dat opgeheven wordt bij het voorliggende ontwerp);

6° de bepalingen betreffende de bevorderingen en veranderingen van graad.

Ongeacht die opheffingen blijft de regeling voor de bedienden die bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen nog altijd een hybride regeling. De betrekkingen tussen de hypotheekbewaarder en zijn contractuele bedienden worden immers, zoals in het ontworpen artikel 2, derde lid, van het besluit van de Regent staat, niet alleen geregeld door de wet van 3 juli 1978 “betreffende de arbeidsovereenkomsten”, maar ook door de bepalingen van het voornoemde besluit, die van statutaire aard zijn. Die bepalingen zijn gebaseerd op de bepalingen die bestaan bij de federale overheid, of maken die zelfs toepasselijk. Er moet inzonderheid op gewezen worden dat:

1° de personeelsformatie vastgesteld wordt door de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie en ingevuld wordt volgens een orde van voorrang vastgesteld in het ontwerp (ontworpen artikel 3*bis*);

2° de graden vastgesteld worden bij artikel 4 van het besluit van de Regent, dat niet ten gronde wordt gewijzigd door het ontwerp;

3° het ontwerp zelf de aanwervingsvoorwaarden vaststelt, die bovendien overgenomen worden uit het statuut van het rijkspersoneel (ontworpen artikel 7);

4° het ontwerp de gelijkstelling handhaaft van de contractuele bedienden van de hypotheekbewaarders met de leden van het federale overheidspersoneel wat de vaststelling van hun wedde, toelagen en vergoedingen betreft (ontworpen artikel 18, § 1), en voor de toelagen, vergoedingen, premies, pensioenen en ongeacht welke andere voordelen waarop zij zelf of hun rechthebbenden aanspraak kunnen maken (ontworpen artikel 19);

5° de duur van de dagelijkse prestaties dezelfde is als die welke is vastgesteld voor het rijkspersoneel dat in dienst is op de ontvangkantoren van de algemene administratie van de Patrimoniumdocumentatie (ontworpen artikel 26);

6° het ontworpen hoofdstuk VI voorziet in een evaluatiecyclus waarbij de huidige bepalingen betreffende het signalement vervangen worden;

7° de ontworpen artikelen 64 en volgende de kamer van beroep behouden;

8° het ontworpen artikel 75 bepaalt dat de hypotheekbewaarder de dienstvrijstellingen, de verloven en de afwezigheden toestaat aan de contractuele bedienden, volgens de regels bepaald voor het rijkspersoneel; dat artikel stelt de stagedoende en de definitief aangenomen bedienden gelijk met rijksambtenaren;

9° artikel 77, zoals gewijzigd bij het ontwerp, bepaalt dat contractuele bedienden die wegens ziekte of gebrekkigheid belet zijn hun functies normaal uit te oefenen, door de hypotheekbewaarder met verlof worden gesteld volgens de voorwaarden en de regels die gelden voor het rijkspersoneel;

10° het ontworpen artikel 78 bepaalt dat de hypotheekbewaarder een einde maakt aan het ambt van de definitief aangenomen bediende of de stagedoende bediende die, volgens de procedure die geldt voor het rijkspersoneel, ongeschikt wordt bevonden om zijn ambt te vervullen of om het in de toekomst te hervatten;

11° het ontwerp het publiekrechtelijk vakbondsstatuut behoudt voor de contractuele bedienden.

12° het ontworpen hoofdstuk X de plichten van de contractuele bedienden regelt.

De Raad van State stelt zich vragen bij de samenhang van de aldus ingevoerde regeling. Zal het nieuwe hybride statuut niet leiden tot dezelfde problemen als die welke zijn aangevoerd om bepaalde bedienden van de hypotheekbewaarders te ambtenariseren?

In zijn advies 42.842/2, op 7 mei 2007 verstrekt over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 19 juni 2007 'houdende hervorming van de loopbaan van de bedienden der hypotheekbewaarders' is geworden, heeft de Raad van State het volgende opgemerkt:

"2.1. De gemachtigde van de Minister heeft het volgende in het midden gebracht in verband met de verenigbaarheid van de ontworpen bepalingen met het gemene recht van de arbeidsovereenkomsten voor bedienden dat blijft gelden voor de bedienden van de hypotheekbewaarders krachtens artikel 3, tweede lid, van het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949 :

'La volonté du pouvoir exécutif, à travers l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, a toujours été de doter les employés des conservateurs des hypothèques d'un statut fort proche de celui des agents de l'État même si, comme le précise l'article 3, « les relations entre le conservateur et ses employés sont régies par le droit commun du contrat d'emploi... ».

Les avantages octroyés par l'arrêté du Régent sont généralement supérieurs aux conditions prévues par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (exemple : absence pour cause de maladie), ce que ne semble pas interdire cette dernière.

[...]

Dernier élément dont il faut tenir compte : la loi du 11 décembre 2006² relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques permet au Roi de «fonctionnariser» ces employés. À la veille d'une réforme aussi importante, il paraît inopportun de modifier une terminologie acceptée par le passé et comprise de tous.'

N[u], zoals de gemachtigde van de Minister erop wijst, steeds weer het streven tot uiting komt om over te gaan van een systeem van arbeidsverhoudingen gebaseerd op de wil van de partijen bij die arbeidsverhouding [...] naar een bestel waarbij de arbeidsvoorwaarden eenzijdig worden bepaald, inzonderheid ten aanzien van het vaststellen van de loopbanen en de overeenstemmende lonen van de bedienden van de hypotheekbewaarders, rijst de vraag of het dispositief dat bij het ontworpen besluit in het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949 wordt opgenomen, geen grondiger aanpassing van dat besluit vergt dan de onderzochte tekst tot stand brengt. Deze vraag doet zich des te scherper voor doordat het Parlement de genoemde wet van 11 december 2006, waarvan de gemachtigde van de Minister spreekt, heeft aangenomen.

Het lijkt immers steeds moeilijker en in de toekomst zelfs onmogelijk, gelet op de voornoemde wet van 11 december 2006, die de Koning in werking moet stellen³ en uitvoeren, om de opvatting van het voormelde besluit van de Regent van 1 juli 1949 wat betreft de grondslagen zelf ervan, in te bedden in het perspectief van arbeidsverhoudingen zoals ze worden geregeld door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Op de aangevoerde problematiek wordt niet gewezen in relatie tot het mogelijk gunstiger zijn, zoals *in casu* voorgeschreven, van sommige aspecten van de arbeidsverhouding gelet op wat bepaald is in de voornoemde wet van 3 juli 1978; de

² Voetnoot 6 van het aangehaalde advies: Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge. Elle résulte d'un projet de loi adopté le 9 novembre 2006 par la Chambre (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n° 51-2616/3), qui n'a pas été évoqué par le Sénat. L'article 2, alinéa 1^{er}, de cette loi est libellé comme suit :

« Les employés des conservateurs des hypothèques qui remplissent les conditions déterminées par arrêté royal et qui ont réussi une épreuve de sélection reconnue par SELOR équivalente aux épreuves de sélection du même niveau, sont intégrés au sein du Service public fédéral Finances comme agent de l'État ».

³ Voetnoot 7 van het aangehaalde advies: Artikel 2, tweede lid, van de voormelde wet van 11 december 2006.

problemen rijzen heel wat meer op het stuk van elementen die veeleer eigen zijn aan een systeem van arbeidsverhoudingen, dan aan een ander.

Zo ligt het niet in de lijn van de voornoemde wet van 3 juli 1978 om, buiten iedere contractuele vrijheid van de partijen bij de arbeidsverhouding zulke belangrijke kwesties te regelen als die van de categorie van betrekking waaronder de werknemer valt (benaming van de graden), het vaststellen van zijn loopbaan en het bepalen van zijn bezoldiging⁴.

2.2. Dat is echter net wat het ontworpen besluit doet. Het versterkt nog de verschuiving die in de loop van de tijd heeft plaatsgevonden, van een oorspronkelijk hybridische regeling naar een regeling die bijna uitsluitend een rechtspositioneel karakter heeft⁵.

De steller van het ontwerp wordt dus verzocht na te gaan of de regelgeving die van toepassing is op de bedienden van de hypotheekbewaarders niet grondiger moet worden herzien; zulks zou beslist zorgen voor meer rechtszekerheid, omdat daardoor voorkomen zou worden dat de partijen bij de arbeidsverhouding wet- en andere regelgeving moeten combineren die wegens hun aard verschillend zijn en zelfs vaak onverenigbaar zijn op fundamentele punten.

3. Zoals het thans is opgevat, kan het ontworpen besluit alleen maar begrepen worden als een maatregel die hoofdzakelijk een overgangsmaatregel is⁶, namelijk een maatregel die genomen wordt om het mogelijk te maken de bedienden van de hypotheekbewaarders op te nemen binnen de FOD Financiën, zoals bepaald in de voornoemde wet van 11 december 2006, hetgeen vervolgens een herziening van de gezamenlijke regelgeving zal vergen in deze zin dat alleen nog een rechtspositionele regeling van toepassing zal zijn”.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het voorliggende ontwerp.

3. Het is des te belangrijker die opmerking te herhalen daar de regeling die wordt ingevoerd bij het voorliggende ontwerp leidt tot een aanzienlijke toename van de statuten van de bedienden van de hypotheekbewaarders. De Raad van State stelt immers vast dat er voortaan:

a) bedienden zijn die geïntegreerd worden als rijksambtenaar (“geambtenariseerd”);

b) stagedoende bedienden zijn zoals bedoeld in artikel 11 van het besluit van de Regent, die aan het einde van hun stage geïntegreerd worden als rijksambtenaar (“geambtenariseerd”);

⁴ Voetnoot 8 van het aangehaalde advies: Wat dat betreft heeft de gemachtigde van de minister overigens gesteld dat de avenanten bij de individuele arbeidscontracten, voor wat betreft de wijziging van de benaming van de graden, ondertekend zouden worden. Overeenkomstig artikel 3 van de voornoemde wet van 3 juli 1978 moet de bezoldiging van de bediende, aangezien ze een wezenlijk deel uitmaakt van de contractuele arbeidsverhouding, ook overeengekomen worden tussen de partijen, eventueel in de vorm van een schriftelijk stuk indien het werk dat verricht wordt bijvoorbeeld deeltijds wordt verricht (artikel 11bis van de voornoemde wet van 3 juli 1978).

⁵ Voetnoot 9 van het aangehaalde advies: Afgezien van het feit dat de juridische constructie die de bediende aan de hypotheekbewaarder bindt formeel de naam arbeidsovereenkomst behoudt, en dat inzake ontslag de regels van de voornoemde wet van 3 juli 1978 van toepassing zijn.

⁶ Voetnoot 10 van het aangehaalde advies: Zie, wat dat betreft, artikel 93 van het ontwerp.

c) tijdelijke bedienden zijn die krachtens artikel 5, § 3, van het ontwerp toegelaten worden tot de stage en die aan het einde van hun stage geïntegreerd worden als rijksambtenaar (“geambtenariseerd”);

d) tijdelijke bedienden zijn;

e) bedienden zijn die definitief aangenomen zijn maar die niet geregulariseerd kunnen worden omdat ze niet geslaagd zijn voor een selectie-B of die niet geregulariseerd wensen te worden;

f) stagedoende bedienden zijn die aan het einde van hun stage niet geambtenariseerd wensen te worden en als definitief aangenomen bedienden worden benoemd;

g) andere contractuele bedienden zijn, inzonderheid diegenen die in de toekomst worden aangeworven.

4. De volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de zevende aanhefverwijzing, die betrekking heeft op de beslissing van SELOR van 17 oktober 2012, als een overweging moet worden geformuleerd.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Artikel 1 definieert negen nieuwe termen “voor de toepassing van dit besluit”.

In artikel 7 van het ontwerp, dat artikel 1 van het besluit van de Regent vervangt, worden de termen “definitief aangenomen bedienden” en “stagedoende bedienden” echter eveneens en op een verschillende manier gedefinieerd.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat een lijst met definities moet worden aangenomen voor de autonome bepalingen van het ontwerp, namelijk de hoofdstukken I tot III en hoofdstuk VII, en een andere lijst voor het besluit van de Regent, namelijk de definities die in hoofdstuk IV staan.

Indien in de beide lijsten eenzelfde term wordt opgenomen, moet daaraan eenzelfde definitie worden gegeven, tenzij er welbepaalde redenen voorhanden zijn om dat niet te doen.

2. Wat 1° betreft, luidt het Franse opschrift van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 “arrêté royal portant le statut des agents de l'État”.

Bovendien zijn de woorden “en zijn wijzigingen” overbodig en moeten ze vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens. Wanneer verwezen wordt naar een handeling zonder nadere precisering, houdt die verwijzing immers de thans geldende wijzigingen van die handeling in alsook de wijzigingen die in de toekomst in die handeling zullen worden aangebracht. Dezelfde opmerking geldt voor de definitie van het besluit van de Regent in 4°.

3. De bepalingen onder 6°, 7°, 8° en 9° vermelden respectievelijk de artikelen 12, 11, 5 en 10^{ter} van het besluit van de Regent zoals die “laatst” gewijzigd zijn bij het koninklijk besluit van 19 juni 2007. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het woord “laatst” overbodig is en moet vervallen. Het is immers de bedoeling van de steller van het ontwerp te verwijzen naar de versie van de artikelen 5, 10^{ter}, 11 en 12 zoals die voortvloeit uit het koninklijk besluit van 19 juni 2007, ongeacht of het al dan niet om de laatste versie gaat.⁷

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7 (ontworpen artikel 1, 5°, van het besluit van de Regent).

Hoofdstuk II

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het opschrift van hoofdstuk II ter wille van de duidelijkheid behoort te luiden als volgt:

“Integratie als rijksambtenaar van bepaalde bedienden van de hypotheekbewaarders die definitief aangenomen zijn of tot de stage toegelaten zijn”.

Artikel 2

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 1 “In afwijking van het statuut worden de definitief aangenomen bedienden geïntegreerd als ...” geschreven moet worden, en onderdeel 1° moet worden geschrapt.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het geen zin heeft te preciseren dat de bedienden geïntegreerd worden in de “Sector Hypotheken van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën”, aangezien in paragraaf 3 staat dat “de bedienden bedoeld in de paragrafen 1 en 2 (...) benoemd (worden) tot rijksambtenaar in de sector hypotheken behorend tot de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën”.

⁷ De artikelen 10^{ter}, 11 en 12 worden bij het voorliggende ontwerp opgeheven en artikel 5 wordt bij het voorliggende ontwerp gewijzigd.

3. Paragraaf 1, 2°, bepaalt dat de definitief aangenomen bedienden die de graad van administratief medewerker hebben, geslaagd moeten zijn voor een selectie-B willen ze als rijksambtenaar worden geïntegreerd.

Wanneer de artikelen 11, § 1, en 12, eerste lid, van het besluit van de Regent echter in onderlinge samenhang worden gelezen, moet iemand om definitief te worden aangenomen (of benoemd), de stage vervuld hebben, en moet iemand om als administratief medewerker tot de stage te worden toegelaten, geslaagd zijn voor de selectie-B.

De vraag rijst derhalve of de voorwaarde vastgesteld in paragraaf 1, 2° zin heeft, aangezien iedere bediende die definitief aangenomen is in de graad van administratief medewerker noodzakelijkerwijs geslaagd is voor de selectie-B.

Blijkbaar moet die vraag bevestigend beantwoord worden. Het vereiste inzake het slagen voor een examen (hierna “selectie” genoemd) vindt zijn oorsprong in het koninklijk besluit van 9 oktober 2001.⁸ Vroeger werden de bedienden aangeworven voor een proeftijd van drie maanden, gevolgd door een stage van twee jaar, waarna ze definitief aangenomen werden. Het is dus mogelijk dat er nog bedienden zijn die definitief benoemd zijn in de graad van administratief medewerker (destijds “klerk”) zonder dat ze geslaagd zijn voor het B-examen of voor de selectie-B.

4. Er moet gepreciseerd worden waarom de bedienden met de graad van administratief assistent niet geslaagd hoeven te zijn voor een selectie-A, zoals dat het geval is voor de tijdelijke bedienden genoemd in artikel 4 van het ontwerp.

5. Luidens paragraaf 2, tweede lid, eerste zin, duurt de stage in de graad van administratief medewerker maximaal drie maanden, en in de graad van administratief assistent maximaal twaalf maanden.

Het woord “maximaal” moet vervallen, aangezien het de Raad van State niet duidelijk is waarom en op grond van welke criteria de stage korter kan zijn, waarbij overigens niet nader wordt gepreciseerd hoeveel korter.

6. Paragraaf 2, derde lid, bepaalt dat de stagedoende bedienden tijdens hun stage als contractueel werknemer onder het besluit van de Regent blijven vallen.

De steller van het ontwerp moet in staat zijn het verschil in behandeling te verantwoorden dat daaruit voortvloeit ten opzichte van de stagedoende bedienden genoemd in artikel 5, § 3, van het ontwerp, die, naar het zich laat aanzien, onder het ambtenarenrecht vallen.

Hoofdstuk III

Hoofdstuk III heeft als opschrift “Integratie als rijksambtenaar van sommige tijdelijke bedienden van de hypotheekbewaarders”.

⁸ Zie de definitie van de selecties-A en de selecties-B in artikel 1, 9°, van het ontwerp.

Uit artikel 5, § 3, van het ontwerp blijkt evenwel dat die tijdelijke bedienden niet onmiddellijk als rijksambtenaar worden geïntegreerd, maar als stagiairs. Het lijkt erop dat het om dezelfde categorie personen gaat als de categorie die in het ontworpen artikel 1, 3°, van het besluit van de Regent “stagiairs” wordt genoemd, en gedefinieerd wordt als “de tijdelijke bedienden die tot de stage werden toegelaten in uitvoering van de wet van 11 december 2006”.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het opschrift van hoofdstuk III dienovereenkomstig moet worden aangepast.

Artikel 4

Het eerste lid bepaalt dat de vacante betrekkingen op de formatie bedoeld in het ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent “worden toegekend aan tijdelijke bedienden die lauraat zijn van een selectie-A of een selectie-B (...)”. Het lijkt te gaan om de tijdelijke bedienden die toegelaten zijn tot de stage ter uitvoering van de wet van 11 december 2006, die in het ontworpen artikel 1, 3°, van het besluit van de Regent aangeduid worden met de term “stagiairs”, wat evenwel niet hetzelfde is als “stagedoende bedienden”.

Het ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent stelt echter een volgorde van voorrang in voor het invullen van de betrekkingen van de formatie, waarin de “stagiairs” na de “rijksambtenaren”, de “definitief aangenomen bedienden” en de “stagedoende bedienden” komen.

Indien de vacante betrekkingen op de formatie uitsluitend of bij voorrang worden toegekend aan de tijdelijke bedienden (de “stagiairs”), zoals opgemaakt lijkt te kunnen worden uit de redactie van artikel 4, eerste lid, is er tegenspraak met het ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent. Een tijdelijke bediende (een “stagiair”) kan immers niet tegelijkertijd zowel voorrang hebben zoals bepaald in artikel 4 van het ontwerp, en pas in aanmerking komen na de “rijksambtenaren”, “de definitief aangenomen bedienden” en de “stagedoende bedienden” zoals bepaald in het ontworpen artikel 3bis.

Die tegenstrijdigheid kan maar op twee manieren worden verholpen.

Ofwel is de voorrang waarvan sprake is in artikel 4 slechts een voorrang ten opzichte van de contractuele bedienden met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur. In dat geval is het de Raad van State niet duidelijk wat de zin is van artikel 4 van het ontwerp, aangezien de regel al vervat is in het ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent. Subsidiair zou artikel 4 gewijzigd moeten worden om de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker tot uiting te laten komen.

Ofwel hebben de twee bepalingen een verschillende werkingssfeer *ratione temporis*, wat dan duidelijk en nauwkeurig moet worden vermeld in het ontwerp.

Het besluit is dat de steller van het ontwerp deze tegenstrijdigheid of wat op zijn minst een tegenstrijdigheid lijkt, moet rechtzetten, en duidelijk moet aangeven hoe artikel 4 van het ontwerp en het ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent zich tot elkaar verhouden.

Artikel 5

1. Uit paragraaf 2 blijkt dat de vacante betrekkingen, dat wil zeggen de betrekkingen van niveau C en niveau D, toegekend kunnen worden, zowel aan kandidaten die geslaagd zijn voor een selectie-A, als aan kandidaten die geslaagd zijn voor een selectie-B, maar dat de eerstgenoemden voorrang hebben.

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp bepaalt evenwel juist dat de personen die geslaagd zijn voor een selectie-A of een selectie-B zich respectievelijk kandidaat kunnen stellen voor een betrekking van niveau C of van niveau D. Zo ook bepaalt artikel 5, § 3, dat de tijdelijke bedienden die geslaagd zijn voor een selectie-A of een selectie-B respectievelijk in de graad van administratief assistent en administratief medewerker tot de stage worden toegelaten.

Paragraaf 2 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. In paragraaf 3 is er sprake van “de batig gerangschikte tijdelijke bedienden”. De gemachtigde ambtenaar heeft beaamd dat het gaat om de volgorde zoals die voortvloeit uit de voorrangsregels genoemd in paragraaf 2.

De bepaling moet in die zin worden geredigeerd.

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in paragraaf 4, eerste lid, de datum van het koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op het statutair personeel’ moet worden vermeld, namelijk 19 juli 2013. Wat de Franse tekst betreft, moet ook het juiste opschrift worden vermeld, namelijk “arrêté royal fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances ainsi que les dispositions particulières applicables aux agents statutaires”.

Artikel 7 (ontworpen artikel 1 van het besluit van de Regent)

1. De bepaling onder 2° definieert de term “rijksambtenaren” (in het Frans “agents de l’État”) als “de bedienden van de hypotheekbewaarders die werden verambtelijkt in uitvoering van de wet van 11 december 2006”.

De term “agents de l’État” wordt in het Nederlandse de ene keer weergegeven met de term “rijksambtenaren”, de andere keer met de term “rijkspersoneel”. De laatstgenoemde term wordt gebruikt in de bepalingen waarbij de bepalingen die gelden voor het “rijkspersoneel” van toepassing worden verklaard op de contractuele bedienden. De beide termen worden gebruikt in hun gewone betekenis. De term “rijksambtenaar” wordt dus niet gebruikt in de bijzondere betekenis die wordt gegeven in de voornoemde bepaling onder 2°. Voorts wordt verwezen naar de Franse tekst van dit advies.

Bovendien geeft de term “rijksambtenaar” niet goed weer dat het gaat om een categorie personen die in het leven is geroepen als gevolg van een eenmalige maatregel en waarvan de gevolgen bijgevolg zullen uitdoven.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bedienden van de hypotheekbewaarders die de status van ambtenaar hebben gekregen ter uitvoering van de wet van 11 december 2006, bijgevolg aangeduid moeten worden met een andere term dan met de term “rijksambtenaar”.

2. In de bepaling onder 3° wordt de term “stagiairs” gedefinieerd als “de tijdelijke bedienden die tot de stage werden toegelaten in uitvoering van de wet van 11 december 2006”.

Voorgesteld wordt ofwel het begrip “tijdelijk bediende” te definiëren (zoals geschiedt in artikel 1, 8°, van het ontwerp), ofwel de stagiairs te definiëren als “de tijdelijke bedienden aangeworven overeenkomstig artikel 5, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2007, die tot de stage zijn toegelaten ter uitvoering van de wet van 11 december 2006”.

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden “in uitvoering van de wet van 11 december 2006” in 5°, b), *in fine*, vervangen moeten worden door de woorden “ter uitvoering van artikel 2, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van ... tot vaststelling van de datum van het in werking treden en tot uitvoering van de wet van 11 december 2006 betreffende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders”.

Artikel 10 (ontworpen artikel 3bis van het besluit van de Regent)

De bevoegdheid om de personeelsformatie van elk hypotheekkantoor vast te stellen, moet toegekend worden aan de minister en niet aan de administratie.

Er kan niet worden voorgeschreven dat om die bevoegdheid uit te oefenen, de instemming van de inspecteur van Financiën vereist is.

De twee zinnen van het ontworpen artikel 3bis, eerste lid, moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 13 (opschrift van het ontworpen hoofdstuk II van het besluit van de Regent)

Het opschrift van het hoofdstuk “Indienstneming bij arbeidsovereenkomst” zou de indruk kunnen wekken dat er andere aanwervingsmogelijkheden zijn, wat niet het geval is.

Ter wille van de duidelijkheid wordt voorgesteld om het opschrift van de huidige tekst te behouden (“Wervingsvoorwaarden”) en artikel 6 van het besluit van de Regent te vervangen door een bepaling waarin staat dat de bedienden van de hypotheekbewaarders bij arbeidsovereenkomst worden aangeworven. De gemachtigde ambtenaar gaat daarmee akkoord.

Artikel 15 (ontworpen artikel 7 van het besluit van de Regent)

1. In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet in de Franse tekst “Pour pouvoir être engagées par contrat de travail, les personnes doivent...” worden geschreven.

2. Er moet worden onderzocht of in de ontworpen bepaling onder 1° niet tevens artikel 16, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’ moet worden vermeld. Daarin wordt het volgende vereiste bepaald om tot rijksambtenaar te worden benoemd:

“Belg zijn wanneer de uit te oefenen functies verband houden met de uitoefening van het openbaar gezag en ten doel hebben de algemene belangen van de Staat te behartigen, of, in de andere gevallen, Belg zijn of burger van een andere Staat die deel uitmaakt van de Europese economische ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat”.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft reeds herhaaldelijk gesteld dat overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van de Grondwet alleen bij een wet en “voor bijzondere gevallen” aan meer vreemdelingen dan krachtens het Europees recht vereist is, toegang mag worden verleend tot openbare functies – ongeacht of het om statutaire dan wel om contractuele functies⁹ gaat.

Naar het voorbeeld van wat in het huidige artikel 7 van het besluit van de Regent is bepaald, moet het ontworpen artikel 7, 1°, worden aangevuld met een verwijzing naar artikel 16, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, inzonderheid in het licht van de derde fase van de hervorming die door de gemachtigde ambtenaar in het vooruitzicht is gesteld.

Artikel 28 (ontworpen artikel 18 van het besluit van de Regent)

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet het koninklijk besluit van 12 september 2013 in de inleidende zin worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 30.

Artikel 47 (ontworpen artikel 52 van het besluit van de Regent)

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet het koninklijk besluit van 19 juni 2007 in de inleidende zin worden vermeld.

⁹ Zie advies 38.002/1, op 10 februari 2005 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 25 april 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden voor de indienstneming bij arbeidsovereenkomst in sommige overheidsdiensten’.

Artikel 52 (ontworpen artikel 55 van het besluit van de Regent)

1. Het ontworpen eerste lid bepaalt dat de evaluator ter gelegenheid van het planningsgesprek op basis van de functie-inhoud van de geëvalueerde bepaalt of het opportuun is om prestatiedoelstellingen te formuleren.

In het ontwerp wordt echter niet in een “planningsgesprek” voorzien en wordt dat begrip evenmin gedefinieerd.

2. In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet in het ontworpen eerste lid, *in fine*, het volgende worden geschreven: “... of het opportuun is om prestatiedoelstellingen en persoonlijke ontwikkelingsdoelstellingen te formuleren”.

Artikelen 66 en 67 (ontworpen artikel 56nonies van het besluit van de Regent)

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet “novies” worden geschreven in plaats van “nonies”.

Artikel 70 (ontworpen artikel 56undecies van het besluit van de Regent)

Luidens dit artikel ontslaat de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie de definitief aangenomen bediende wanneer hij in de drie jaren nadat aan hem een eerste vermelding “onvoldoende” is toegekend, een tweede vermelding “onvoldoende” krijgt.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, staat het aan de hypotheekbewaarder, en niet aan de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie, om met een opzeggingstermijn een einde te maken aan de arbeidsovereenkomst van de definitief aangenomen bediende, aangezien die arbeids overheidsovereenkomst met de hypotheekbewaarder is gesloten.

Artikel 74 (ontworpen artikel 57 van het besluit van de Regent)

1. Het eerste lid lijkt in te houden dat de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie de arbeidsovereenkomst van de definitief aangenomen bediende zou kunnen beëindigen.

Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, staat het niet aan de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie om die arbeidsovereenkomst te beëindigen, daar ze is gesloten tussen de hypotheekbewaarder en de bediende.

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat ook in het geval vermeld in de bepaling onder 4°, te weten bij een inbreuk op het ontworpen artikel 84, moet worden voorzien in de goedkeuring door de administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie.

Artikel 87 (ontworpen artikel 69 van het besluit van de Regent)

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar moet in de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, worden vermeld dat de beslissing wordt meegedeeld aan de stagedoende bediende in plaats van aan het personeelslid.

Artikelen 100 tot 104 (wijzigingen van het koninklijk besluit van 3 maart 2005)

Volgens de gemachtigde ambtenaar strekt artikel 100 ertoe de wijzigingen, aangebracht in het koninklijk besluit van 3 maart 2005 'houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de Pensioendienst voor de overheidssector', alleen te laten gelden voor de personeelsleden op wie deze tekst betrekking heeft voor zover zij niet onder de Pensioendienst voor de overheidssector vallen.

De bepalingen van dat koninklijk besluit behoren dus niet uitdrukkelijk te worden gewijzigd, zoals in de artikelen 101 tot 104 gedaan wordt. Door een dergelijke handelwijze zou, niettegenstaande het bepaalde van artikel 100, immers de indruk kunnen ontstaan dat de bepalingen die door deze artikelen 101 tot 104 worden gewijzigd, een algemene gelding hebben in plaats van een beperkte gelding zoals de steller van het ontwerp wenst.

Bijgevolg dient deze artikel 100 te vervallen, en:

- ofwel moet artikel 101 worden weggelaten en moet in de redactie van de artikelen 102 tot 104 worden aangegeven dat de bepalingen in kwestie, die niet gewijzigd worden, moeten worden opgevat zoals wordt voorgesteld voor het personeel van de federale overheidsdienst Financiën;

- ofwel moet het koninklijk besluit dat gewijzigd wordt, aangevuld worden met bijzondere bepalingen die dezelfde strekking hebben als in het ontwerp wordt bepaald maar waarvan de werkingssfeer uitdrukkelijk tot deze personeelscategorie wordt beperkt.

Deze tweede werkwijze is te verkiezen aangezien de rechtszekerheid daardoor beter gediend zou zijn.

Artikel 103 (ontworpen artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 maart 2005)

In de inleidende zin moet worden vermeld dat artikel 4 vervangen is bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2013.

Artikel 104 (ontworpen artikel 26 van het koninklijk besluit van 3 maart 2005)

1. Artikel 26 is ook gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juli 2013.
2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de Franse tekst van de inleidende zin de eerste en de tweede kolom moeten worden vermeld in plaats van de eerste en de derde kolom.

Artikelen 105 en 106 (ontworpen artikelen 78, tweede lid, en 79, laatste lid, van het koninklijk besluit van 19 juni 2007)

De voorgestelde wijzigingen hebben slechts zin als de gewijzigde artikelen aldus moeten worden begrepen dat de bediende de aldaar vermelde bezoldigingen en weddecomplementen alleen kan genieten als hij niet alleen een gunstige evaluatie had op het ogenblik waarop deze artikelen in werking zijn getreden, maar die evaluatie naderhand ook heeft behouden.

Indien de gewijzigde artikelen, die overgangsbepalingen zijn, immers in die zin zouden moeten worden begrepen dat de bediende de aldaar vermelde bezoldigingen en weddecomplementen kan genieten als hij alleen op het ogenblik waarop deze artikelen in werking zijn getreden minstens het signalement “goed” had, zou de wijziging van deze artikelen geen enkele uitwerking hebben.

SLOTOPMERKING

Meerdere bepalingen voorzien in een uitwerking op “de eerste dag van de derde maand na die waarop [het ontworpen besluit] in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt”. Dat is bijvoorbeeld het geval in artikel 2, §§ 1, eerste lid, en 2, tweede lid.

Aangezien artikel 116, 2°, bepaalt dat het ontwerp op datzelfde ogenblik in werking treedt, behalve wat twee bepalingen betreft, is deze bijzondere vermelding in het corpus van het ontwerp niet noodzakelijk. Indien de steller van het ontwerp deze precisering wenst aan te brengen ten behoeve van de duidelijkheid van de bepalingen in kwestie, moet hij verwijzen naar de “datum van inwerkingtreding van dit besluit”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS